

**Syrie - Réponse de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'État auprès
du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, à une question
d'actualité au Sénat**
(Paris, 19 décembre 2017)

(Question sur la situation en Syrie)

Merci beaucoup Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Monsieur le Sénateur,

Vous avez résumé la situation avec les mots justes face aux mots insultants de Bachar al-Assad, quand on se souvient combien notre pays a souffert dans les dernières décennies d'un terrorisme qui parfois était exporté par cet État.

Aujourd'hui, qu'en est-il ? Après six ans de guerre, après six hivers de guerre, la situation évolue rapidement sur le terrain militaire. La campagne contre Daech, qui est notre priorité absolue, est en passe de se terminer. Dès le mois de septembre 2014, notre pays était mobilisé et a frappé Daech depuis les airs. La reprise de Raqqa comme de Mossoul ont été des réponses aux attaques sur notre territoire.

Aujourd'hui, Daech est effectivement acculé dans des poches mais il reste à gagner la paix et à faire en sorte qu'il y ait une véritable stabilité qui s'instaure. Vous l'avez dit, c'est une gageure aujourd'hui, mais nous ne devons pas baisser les bras.

Il faut pour cela parvenir à embrayer sur une solution politique pour construire la paix dans la durée, comme l'a dit ce matin le président de la République. Il a ajouté que des initiatives seront prises dans le processus que la France souhaite voir émerger en début d'année prochaine. Et Genève est le cadre légitime.

Il y a d'autres initiatives qui émergent ou qui ont émergé ces derniers mois, je pense à Astana ou à Sotchi.

Les initiatives n'ont de sens que dès lors qu'elles permettent d'avoir la perspective d'une

transition, d'élections et d'une constitution ce qui veut dire un transfert des pouvoirs, car on ne peut pas se satisfaire de la situation actuelle.

La Russie a un rôle d'influence auprès du régime, nous l'appelons à le jouer pleinement et la France n'épargnera aucun effort pour trouver une solution politique à la crise syrienne./.